

LE JOURNAL DES ÉLU·E·S COMMUNISTES DE LILLE



édito

"Chacun cherche sa route ; nous cherchons la nôtre et nous pensons que le jour où le règne de la liberté et de l'égalité sera arrivé, le genre humain sera heureux." Nous partageons la pensée de Louise Michel, figure révolutionnaire de la Commune de Paris qui, par ces mots, défend l'idéal d'un monde plus juste et d'émancipation de toutes et tous. **Nous vous adressons tous nos meilleurs vœux pour cette nouvelle année 2025**, qu'elle dessine le chemin vers les Jours Heureux ; un avenir de progrès social, de paix et de solidarité.

L'année 2024 s'est conclue comme elle a démarré, par le jeu des chaises musicales au Gouvernement. Seulement, cette fois-ci, **le remaniement ministériel est issu de la censure** par l'Assemblée nationale du Premier ministre suite à son recours au 49-3, une première depuis 1962. Le rejet du Gouvernement Barnier a ainsi précipité celui du projet de loi injuste de financement de la sécurité sociale **mais ne signe pour autant pas un changement de cap**, par la nomination d'un nouveau Gouvernement Bayrou composé de fidèles à la macronie et l'adoption d'une loi spéciale permettant la continuité de l'État et des services publics. Le Président Macron poursuit sa politique en s'appuyant sur un bloc de droite rejeté lors des précédentes élections et sa légitimité s'en retrouve forcément mise en question.

La mobilisation sociale peut changer la donne et nous y participerons pleinement, comme nous le faisons dans le cadre de la majorité municipale à Lille, où **nous portons nos convictions pour améliorer le quotidien de ses habitantes et habitants.**

Bonne lecture !

Vos élu·es



Sylviane Delacroix

Adjointe au Maire

Inclusion des personnes en situation de handicap, accessibilité

Conseillère métropolitaine



Eddie Jacquemart

Conseiller municipal délégué

Education populaire - Accès aux vacances et loisirs



Valentin Martin

Adjoint au Maire

Développement du sport scolaire et périscolaire



Karine Trottein

Conseillère municipale déléguée

Alimentation et restauration scolaire

**Les élu·e·s
communistes**

de Lille





La galère du métro mobilise pour des transports fiables et écologiques

Les retards et interruptions du métro compliquent le quotidien de milliers d'usagers depuis plusieurs mois, qui subissent également les augmentations tarifaires opérées cet été puis celles prévues dans le cadre de la nouvelle convention MEL/Kéolis 2025-2031. Aux côtés des associations et organisations politiques, nous alertons régulièrement l'exécutif de la MEL – où siège Sylviane Delacroix au sein du groupe d'opposition Gauche métropolitaine –, sur l'urgence de trouver des solutions pérennes en lien avec l'opérateur Kéolis-Ilévia.

A l'issue du rassemblement citoyen lors du conseil métropolitain du 20 décembre dernier, le Président de la MEL semble avoir entendu les revendications et a annoncé une compensation tarifaire, sans en détailler les conditions à ce jour.

Se déplacer librement est une nécessité au quotidien. Pour des transports publics fiables, à la hauteur des enjeux de mobilité, d'accessibilité et de transition écologique, des solutions existent et nous continuerons de les porter pour développer des transports collectifs décarbonés, accessibles et gratuits, assurant la couverture de l'ensemble du territoire.

Droits des femmes, construire l'égalité au travail et au quotidien

Les femmes sont les premières victimes des violences et de la précarité économique. Au travail comme dans tous les domaines de la vie, les stéréotypes sexistes sont profondément ancrés. Des solutions existent pour lutter contre les discriminations et accompagner les personnes qui les subissent.

Eddie Jacquemart a ainsi salué en conseil municipal les progrès présentés dans le rapport annuel pour l'égalité entre les femmes et les hommes dans les services municipaux, comme la réduction des inégalités et la forte représentation des femmes dans les postes de direction. Des outils importants ont été mis en place, comme la Cellule d'Écoute pour signaler les actes de discrimination, harcèlement et agression sexistes.

L'organisation du travail à la ville de Lille n'échappe malheureusement pas aux difficultés rencontrées par les femmes. Le poids des tâches domestiques, de la parentalité et de la gestion du foyer familial repose encore majoritairement sur elles, bien trop souvent au détriment de leur carrière professionnelle. Pour enrayer les inégalités, il est nécessaire de sensibiliser et faire de la prévention dès le plus jeune âge et dans le cadre professionnel. Restons optimistes : les efforts mis en œuvre par notre ville et les associations font progresser la situation, pour une véritable égalité dans nos services et chez nos concitoyens. Amplifions le mouvement et soyons solidaires de celles et ceux qui luttent partout dans le monde !

Pour une politique industrielle nationale et le soutien à l'emploi



Manifestation pour l'emploi, 12/12/2024

Début octobre, la CGT publiait une carte de France comptabilisant 180 plans de licenciements en cours ou prévus, menaçant plus de 150 000 emplois directs ou indirects. Notre département n'est pas épargné, les annonces du groupe Auchan et les suppressions de postes chez ArcelorMittal en sont des exemples criants. Pourtant ces grandes sociétés sont prospères et nombre d'entre elles bénéficient d'argent public ou d'allègements fiscaux !

Le site d'ArcelorMittal à Denain va fermer. À Dunkerque et Mardyck, les salariés craignent pour leur emploi. La sidérurgie est pourtant stratégique pour notre souveraineté industrielle. Avec 1,4 milliard

de dollars de bénéfices l'an dernier, ArcelorMittal évoque la décélération du marché européen et la surproduction d'acier chinois pour rediriger ses capitaux vers les États-Unis, l'Inde ou le Brésil.

Chez Auchan, le plan social implique plus de 2000 suppressions de postes en France et la réduction de la surface des hypermarchés. A la centrale d'achat de Villeneuve-d'Ascq, 780 salariés vont perdre leur emploi.

Karine Trottein a présenté notre motion de soutien aux salariés touchés par les plans sociaux lors du précédent conseil municipal, en soulignant que ces plans de licenciements montrent la nécessité de conditionner la fiscalité et les aides publiques aux entreprises à de réels critères sociaux, économiques et environnementaux. Comment se fait-il que des entreprises qui font des profits et reversent chaque année des dividendes à leurs actionnaires puissent licencier des employés ?

Nous avons besoin d'une véritable politique industrielle française et européenne, conciliant protection des emplois et de la planète.



Manif fonction publique, 05/12/2024



Manif pour l'emploi, 12/12/2024

Défendre et réinventer la fonction publique

Les services publics jouent un rôle essentiel en garantissant **l'accès de tous à des droits fondamentaux** comme l'éducation ou la santé. Ils ne sont pas un simple coût, mais **un véritable investissement pour le bien commun**, comme l'a rappelé Valentin Martin pendant le débat d'orientation budgétaire de la ville.

La fonction publique, avec ses 5,6 millions d'agents, constitue la colonne vertébrale de l'État et regroupe des fonctionnaires disposant d'un statut garantissant leurs droits, mais aussi des contractuels souvent précaires et moins bien protégés. Le statut des fonctionnaires, fruit des luttes sociales du XX^e siècle et de l'influence des communistes dont les ministres M. Thorez et A. Le Pors, assure **l'indépendance et la continuité des services publics**, dans une logique d'équité et de justice sociale.

Ce modèle est aujourd'hui menacé par les politiques d'austérité, les privatisations et les discours de « fonctionnaire bashing ». Malgré des conditions de travail dégradées (gel du point d'indice, manque de moyens, restrictions de congés maladie), **les agents publics continuent d'assurer des missions essentielles pour la société**.

Ces attaques contre la fonction publique ne sont pas seulement une remise en cause du passé : elles visent à affaiblir **un modèle porteur d'avenir**. Défendre les services publics et leurs agents, c'est préserver et améliorer un système émancipé des logiques de marché, capable de répondre aux besoins de demain et de garantir les droits de toutes et tous, quels que soient l'âge, la condition ou le lieu de vie.

Fret ferroviaire : une solution écologique et de santé publique

Le trafic routier a **un impact négatif sur l'environnement et les populations** : nuisances sonores, accidents, embouteillages, pollution de l'air. Plus que la moyenne nationale, à Lille, les transports sont responsables de 40% des émissions de gaz à effet de serre. Le fret ferroviaire, ou transport de marchandises par chemins de fer, émet pour sa part 0,4 % de ces mêmes gaz et constitue ainsi **une alternative écologique déterminante**. Lors de la présentation de la motion en conseil municipal, Sylviane Delacroix a démontré que le fret ferroviaire relève de l'intérêt général pour réduire le trafic routier, améliorer la qualité de l'air et la santé des habitantes.

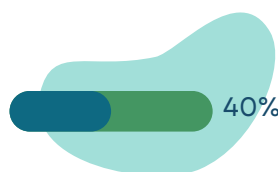
La Commission européenne a engagé en 2023 une **procédure de sanction contre la France** pour ses subventions à Fret SNCF. L'abandon de ces subventions et le démantèlement de Fret SNCF auraient pour conséquence une augmentation du fret routier en France, contredisant les objectifs des plans territoriaux et nationaux pour le climat et la santé.

A l'initiative des élu-es communistes, le Conseil municipal de Lille a ainsi adopté en décembre dernier une motion, considérant que les sanctions de la Commission européenne et le plan de discontinuité de Fret SNCF vont à l'encontre **des objectifs de transition écologique et de santé publique**. Il soutient également les revendications des cheminots pour un **moratoire** et demande à l'État de maintenir Fret SNCF comme entreprise publique et de porter une politique ferroviaire ambitieuse pour **doubler la part modale du fret ferroviaire**.

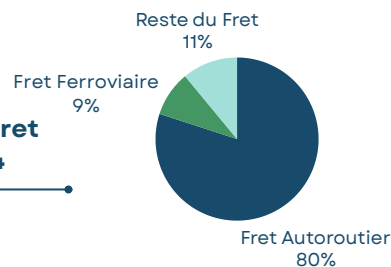


Gaz à effet de serre

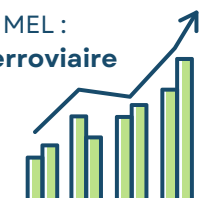
À Lille, 40 % des émissions de GES proviennent du transport routier



Proportions du fret français en 2024



Objectif du PCAET de la MEL : **+10 % de part modale ferroviaire d'ici 2030**



16 février 1942 - René Denys, résistant communiste abattu par la police de Vichy



Né le 27 mai 1922 à Lille, mort le 16 février 1942 à Bruay-sur-Escout ; dirigeant régional des Jeunesses communistes ; résistant de l'Organisation spéciale de combat (OSC)

René Denys vécut dans une modeste maison de la rue des Postes à Lille et connut très jeune une vie militante. Dès le début de la guerre, il entra en contact avec Martha Desrumeaux et se vit confier la mission de former des groupes de résistance dans le département du Nord avec des militants de la Jeunesse communiste. Il prit alors le pseudonyme de « Max » et entreprit la récupération d'armes. Attirés dans un guet-apens tendu par la brigade spéciale chargée de la répression des "menées terroristes", René et ses compagnons moururent sous les balles de la police de Vichy le 16 février 1942.

La section PCF et les Jeunes Communistes de Lille lui ont rendu hommage à l'occasion du 80ème anniversaire de la Libération devant la plaque commémorative située au niveau du 44, rue des Postes à Lille.

Conseil municipal du 13 décembre 2024

Le dernier conseil municipal de l'année s'est tenu dans un contexte d'incertitudes budgétaires autour de l'impact du projet de loi de finances 2025 sur les finances locales, comme l'ont souligné les élu-es lors du **débat sur le rapport d'orientation budgétaire**. Le rapport annuel sur **l'égalité femmes-hommes** au sein des services municipaux a montré la réduction des inégalités et les outils mis en œuvre.

Parmi les **motions** adoptées, les élu-es communistes en ont proposé une pour le développement du **fret ferroviaire** et une autre en **soutien aux salariés touchés par les plans sociaux**. Nous avons également échangé sur les actualités internationales en formulant le vœu d'une transition pacifique et démocratique en **Syrie**.

Retrouvez les interventions des élu-es communistes en ligne sur nos réseaux sociaux ou en scannant le QR code.



K. Trottein déjeune avec les parents d'élèves à la cantine, 14/10/2024



S. Delacroix et V. Martin à l'inauguration de l'expo LOSC, 08/11/2024



V. Martin et E. Jacquemart à la commémoration du 11/11/2024



V. Martin lors de la journée pour les droits de l'enfant, 20/11/2024



K. Trottein et S. Delacroix à la commémoration des droits de l'homme, 10/12/2024



E. Jacquemart au marché de Noël associatif de Lille Sud, 21/12/2024



« La liberté de nous marrer sans aucune retenue, la loi nous la donnait déjà, la violence systématique des extrémistes nous la donne aussi. » - Charb

Il y a 10 ans, les attentats de *Charlie Hebdo* coûtaient la vie à 12 personnes. Le combat pour la liberté d'expression, dont celle de critiquer les religions, demeure essentiel à travers le monde. Nous sommes toujours "Charlie".

Restez informé·e

f Les élu-e-s communistes de Lille

@Elu_e_sPCFLille

lille.pcf.fr/les-elu-es-communistes/

Contactez-nous

@ elu-es@pcf.lille.fr

